

DINA CUMA – VOLET AIDE AU CONSEIL STRATÉGIQUE

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE

Aide de *minimis* relative au conseil stratégique
Dispositif national d'accompagnement des projets et initiatives (DiNA)
des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA)

(Dans le cas où le dispositif est mis en place en dehors du Programme de développement Rural de la zone concernée)

Transmettez le présent formulaire de demande complété et signé, accompagné des pièces complémentaires, à la Direction Départementale des Territoires (et de la Mer) (DDT(M)) du département du siège de la CUMA ou à la DRAAF et conservez en un exemplaire.

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

N° SIRET : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

Nº AGREEMENT: | | | | | | | | | |

Nom de la CUMA : _____

Adresse du siège social de la CUMA :

Code postal : | | | | | Commune :

COORDONNÉES DE LA PERSONNE À CONTACTER

Nom: _____ ; Prénom : _____

Téléphone fixe : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| ; Mobile : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Mél : _____

DEMANDE DE CONSEIL STRATÉGIQUE

La CUMA a déjà réalisé un conseil stratégique financé dans le cadre du Dina-CUMA. Si oui, fournir une évaluation du 1^{er} CS et de son plan d'action.

OUI/NON

Contexte et motivation de la demande de conseil stratégique de la Cuma (*à compléter sur papier libre la cas échéant*) : La description du projet comporte les objectifs, priorités, le nombre de jours prévus, le lien éventuel avec les Dina précédents, etc ...)

[illegible]

Prestataire et offre de conseil :

Organisme de conseil habilité pressenti pour réaliser la prestation de conseil :

Dates prévisionnelles du Conseil stratégique : du au

Nombre de jours prévus :

Coût du conseil (Montant HT) : |_|_|_|_|_| €

Informations complémentaires à renseigner sur la CUMA :

Type d'activité de la CUMA :

Nombre d'adhérents : |_|_|_|_| Nombre de salariés : |_|_| Chiffre d'Affaire : |_|_|_|_| |_|_|_|_| €

INFORMATIONS SUR LE CONSEIL STRATÉGIQUE

Les informations complémentaires suivantes ont pour objectif de permettre d'aider à prioriser le projet de demande d'aide.

Favoriser les performances environnementales des CUMA

Le CS est en lien avec un collectif de transition agroécologiques (GIEE, groupe Ecophyto, DEPHY ...).

OUI/NON

Si oui, préciser lequel et les objectifs.

Le CS est en lien avec une démarche AB, SIQO, de certification HVE ou a pour objectif de s'engager dans une de ces démarches.

OUI/NON

Si oui, préciser la certification et si celle-ci est déjà en place ou en cours.

Le CS est en lien avec l'utilisation ou la production d'énergies renouvelables. Si oui, préciser quels sont les objectifs.

OUI/NON

Favoriser le renouvellement des générations et la participation des nouveaux installés dans les CUMA

Le CS a pour objectif d'intégrer de nouveaux installés. Si oui, préciser.

OUI/NON

Renforcer la structuration collective des CUMA

Le CS est en lien avec une démarche inter-CUMA (échanges de bonnes pratiques, prêts matériels...) et/ou a pour objectif de renforcer cette démarche inter-CUMA ou de s'engager dans une telle démarche. Si oui, préciser.

OUI/NON

Le CS est en lien avec la création d'emploi en direct ou par le biais d'un groupement d'employeurs. Si oui, préciser.

OUI/NON

Le CS est en lien avec une création, fusion, absorption et/ou le renforcement de la CUMA. Si oui, préciser.

OUI/NON

Le CS est en lien avec la création d'une nouvelle activité depuis moins de 5 ans et/ou a pour objectif de créer de nouvelles activités.

OUI/NON

Si oui, préciser quelle est cette activité.

Le CS a pour objectif de mettre en place ou financer des actions de formations pour ses membres ou salariés.

OUI/NON

Si oui, préciser le type de formation.

Favoriser la modernisation et la transition numérique des exploitations agricoles

Le CS a pour objectif de préparer l'achat ou la réflexion sur des matériels de précision ou innovants (robots de désherbage, outils de guidage de précision). Si oui, préciser les matériels.

OUI/NON

Le CS a pour objectif de développer l'utilisation de logiciels spécialisés ou d'application spécifiques pour sa gestion et son fonctionnement. Si oui, préciser les logiciels et pour quelle utilisation.

OUI/NON

Le compte-rendu du CS sera communiqué sur un site intranet et/ou internet et/ou sur les réseaux sociaux. Si oui, préciser.

OUI/NON

MONTANTS SOLLICITES DANS LE RESPECT DU PLAFOND DE MINIMIS

- Au regard des dispositions prévues au niveau régional concernant le subventionnement des aides aux conseils stratégiques (DiNA-CUMA)
- Dans le respect du plafond d'aides *de minimis* entreprise de 300 000 € permis au titre du Règlement (UE) 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* entreprise,
- Compte tenu des aides *de minimis* que j'ai perçues, ou que je vais percevoir sur une période de trois ans. La période de trois ans à prendre en considération aux fins du présent règlement doit être appréciée sur une base glissante. Pour chaque nouvelle aide *de minimis* octroyée, il y a lieu de tenir compte du montant total des aides *de minimis* octroyées au cours des trois années précédentes (au cours des 36 derniers mois). Par exemple, si l'aide *de minimis* entreprise est accordée le 30/04/2024, conformément au règlement (UE) 2023/2831, afin de vérifier le respect du plafond de 300 000 € sur une période de trois ans (id. 36 mois), la période à prendre en compte est celle allant du 30/04/2021 au 30/04/2024.

Je sollicite le montant d'aides *de minimis* au titre du présent dispositif :

|_|_|_|_|_|_|_|_|_|€ (*)

(*) : Je suis informé(e) que si le montant d'aide *de minimis* demandé au titre du présent dispositif aboutit à dépasser le plafond de 300 000 € s'imposant à l'entreprise unique en cumulant les différentes aides *de minimis* octroyées sur une période de trois ans, l'autorité publique d'octroi peut écrié le dépassement de la demande d'aide et octroyer finalement une aide à hauteur d'un montant permettant de respecter les seuils imposés par les différents règlements de minimis sur les trois ans.

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique à ce formulaire. La fourniture des données qu'il contient est obligatoire. La loi vous donne droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant, en vous adressant au service auquel vous adressez ce formulaire.

ENGAGEMENTS ET SIGNATURE

Je soussigné(e) (nom et prénom)* : _____

- **Atteste sur l'honneur**
 - avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité,
 - l'exactitude des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes,
 - que la CUMA est à jour de ses obligations fiscales et sociales
 - que la CUMA est agréée et à jour de ses cotisations auprès du Haut Conseil de la Coopération Agricole (HCCA),
 - avoir pris connaissance des sanctions encourues en cas de non respect des dispositions de la décision en vigueur,
 - que la CUMA n'est pas en liquidation judiciaire ou n'est pas en procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire ne disposant pas d'un plan arrêté par le tribunal,
 - ne pas avoir sollicité (et ne pas solliciter à l'avenir) d'autres aides pour le financement des dépenses objets de la demande
- **m'engage à :**
 - à fournir à la DDT(M) les documents nécessaires à l'instruction de mon dossier.
 - autoriser mon (mes) établissement(s) de crédit(s), mon centre comptable, le Haut Conseil de la Coopération Agricole (HCCA), les services sociaux et fiscaux à communiquer à l'administration tous les éléments nécessaires à l'étude et au contrôle éventuel de mon dossier.
 - conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire,
 - accepter et faciliter les contrôles ;
 - Présenter la demande de paiement dans un délai de 15 mois à compter de la date de réception de la décision d'attribution de la subvention;
 - diffuser le contenu du conseil stratégique (projet et/ou bilan aux adhérents de la CUMA dans un délai d'un an à compter de l'exécution du conseil stratégique ;
 - transmettre un bilan du plan d'actions à l'organisme de conseil

Fait à _____ , le |_|_|_|/|_|_|_|/|_|_|_|_|_|

Signature du Président de la CUMA (ou de son représentant) :

LISTE DES PIÈCES À FOURNIR OBLIGATOIREMENT À LA PRÉSENTE DEMANDE

Pièces	Pièce jointe	Pièce déjà fournie	Sans objet
Le présent formulaire de demande d'aide complété et signé	☐		
Devis de l'organisme de conseil (si plusieurs coûts de conseil possible)	☐		☐
Attestation annexée au formulaire de demande d'aide et signée par le demandeur, dans laquelle il liste les aides perçues, ou demandées mais pas encore reçues par l'entreprise unique au titre des aides « <i>de minimis</i> » entreprise pendant l'exercice fiscal en cours et les deux précédents (annexe n°7)	☐		
Le cas échéant, pour les entreprises ayant reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides de minimis au titre d'autres règlements <i>de minimis</i> (règlement <i>de minimis</i> agricole, <i>de minimis</i> pêche ou <i>de minimis</i> SIEG) (annexe n°7 bis)	☐		☐
Le cas échéant, l'évaluation du 1 ^{er} CS et de son plan d'action.	☐	☐	☐
Agrément du Haut conseil à la coopération agricole (HCCA) en cours	☐	☐	
Statuts de la CUMA	☐	☐	
Liste à jour des adhérents de la CUMA (associés coopérateurs, associés non coopérateurs)	☐	☐	
Copie de carte nationale d'identité (ou passeport) en cours de validité du représentant légal de la CUMA	☐	☐	
Le cas échéant, le pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité	☐	☐	☐
Relevé d'identité bancaire, RIB-IBAN au nom du demandeur	☐	☐	

RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION - NE RIEN INSCRIRE DANS CETTE SECTION

[illegible]

DATE DE RÉCEPTION : |__|__|/|__|__|/|__|__|__|__|